

From: [Delphine Vannier](#)

Sent: Tuesday, September 11, 2018 3:48 PM

To: eric.gyssler@sfr.fr

Subject: RE: Députés dans la majorité ou dans l'opposition mais surtout très unis dans le PARTI de la GUERRE

Monsieur Gyssler,

Par le présent je vous informe de la bonne réception de votre message. Je tenais à vous remercier de la proposition, envoyée des députés de divers groupes politiques, quant à l'ouverture d'une enquête parlementaire, concernant l'ingérence illégale Française en Syrie. Cette proposition devra tout d'abord être discutée entre les députés. Elle pourra aussi faire l'objet d'une question lors d'une future audition de la Commission Défense et Armées de l'Assemblée Nationale.

Bien cordialement,

Delphine Vannier

Cheffe de Cabinet d'Alexis Corbière,

Député de la 7^{ème} circonscription de la Seine-Saint-Denis

From: [Eric GYSSLER](#)

Sent: Friday, September 14, 2018 4:57 PM

To: [Delphine Vannier](#)

Cc: ugo.bernalicis@assemblee-nationale.fr ; alexis.corbiere@assemblee-nationale.fr ; caroline.fiat@assemblee-nationale.fr ; michel.jarive@assemblee-nationale.fr ; daniele.obono@assemblee-nationale.fr ; eric.coquerel@assemblee-nationale.fr ; mathilde.panot@assemblee-nationale.fr ; loic.prudhomme@assemblee-nationale.fr ; adrien.quatennens@assemblee-nationale.fr ; jean-hugues.ratenon@assemblee-nationale.fr ; muriel.ressiquier@assemblee-nationale.fr ; sabine.rubin@assemblee-nationale.fr ; francois.ruffin@assemblee-nationale.fr ; benedicte.taurine@assemblee-nationale.fr ; jean-luc.melenchon@assemblee-nationale.fr ; clementine.autain@assemblee-nationale.fr

Subject: Re: Députés dans la majorité ou dans l'opposition mais surtout très unis dans le PARTI de la GUERRE

Madame VANNIER,

Je vous remercie pour avoir eu la politesse de répondre à mon mail du 9 août dernier, adressé à tous les députés du groupe parlementaire « La France Insoumise », mais je ne peux que déplorer, sur un sujet aussi grave que l'ingérence illégale française en Syrie et ses conséquences désastreuses, l'esquive navrante que constitue votre réponse.

En effet, je vous rappelle qu'avant l'envoi de mon mail du 9 août dernier, j'ai envoyé :

- un mail le 30 avril, à tous les députés de LFI, intitulé « L'ingérence illégale et illégitime de l'Etat Français en Syrie »,
- un mail le 7 mai à la députée de LFI Clémentine Autain - avec copie à tous les autres députés de LFI - suite à son interview du 5 mai au JDD où la députée critiquait la « diplomatie guerrière de Macron ».
- un mail le 12 juin, à tous les députés de LFI, intitulé « Le scandale d'Etat de l'ingérence Française en Syrie et ses conséquences désastreuses »
- un courrier RAR le 9 juillet à Jean-Luc Mélenchon avec copie par mail de ce courrier à chacun des députés de LFI ; mail intitulé « Du devoir absolu de l'Etat et du Parlement de respecter le peuple Français ».

Je n'ai reçu aucune réponse ni à ces mails ni au courrier envoyé en RAR à Jean-Luc Mélenchon...

...mais le 11 septembre 2018, soit plus de quatre mois après mon premier mail concernant l'ingérence illégale française en Syrie, je reçois votre réponse non pas aux mails précités mais à celui du 9 août intitulé, « Députés dans la majorité ou dans l'opposition mais surtout très unis dans le PARTI de la GUERRE ».

Aussi, force est de constater que le député Alexis Corbière, piqué au vif certainement par le fait que j'associe les députés de LFI à « l'union des députés au sein du Parti de la guerre », ait décidé de réagir au travers de votre réponse.

Cependant, me répondre, « *Cette proposition devra tout d'abord être discutée entre les députés. Elle pourra aussi faire l'objet d'une question lors d'une future audition de la Commission Défense et Armées de l'Assemblée Nationale* », ne fait malheureusement que confirmer le fait que LFI privilégie le « Parti de la guerre » au détriment du peuple français et de ses intérêts.

Tout d'abord, les députés de LFI ont déjà eu plus de quatre mois pour « discuter » de ma demande d'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'ingérence illégale et illégitime française en Syrie et ses conséquences désastreuses.

Au regard de la gravité de ce sujet et notamment des bombardements du 13/14 avril dernier, cette « discussion » n'aurait donc pas encore eu lieu !?

Ensuite, quel rapport peut-il y avoir entre, éventuellement, poser une question lors d'une future audition de la Commission Défense et Armées de l'Assemblée Nationale sur l'ingérence française en Syrie et la nécessité d'une commission d'enquête parlementaire visant à contrôler l'action du gouvernement sur la politique belliqueuse et illégale menée en Syrie ? Aucun.

Il apparaît ainsi clairement que le groupe parlementaire LFI à l'Assemblée Nationale, alors qu'il en a la possibilité constitutionnelle, n'a manifesté aucune intention de solliciter l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'ingérence illégale française en Syrie ; ingérence, faut-il le rappeler, qui visait dès 2011 à un coup d'Etat pour un « changement de régime » en Syrie orchestré par une coalition de pays dont la France.

Pourtant LFI et son Président Jean-Luc Mélenchon se présentent comme les ardents défenseurs de la Paix, du respect du droit international et du cadre de l'ONU, de la fin de la soumission de la France à la politique belliciste des USA, de la sortie de l'OTAN...etc...

Pour rappel, voici ce que nous pouvions lire lors de la campagne présidentielle du candidat Jean-Luc Mélenchon,

LA FORCE DU PEUPLE

POUR L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE ET LA PAIX Je serai le président de la paix. Je m'inquiète de voir monter la guerre dans le monde et en Europe. Nous sortirons de l'OTAN pour ne pas être entraînés dans les guerres des États-Unis. Nous construirons une nouvelle alliance de pays non alignés, agissant pour la paix et dans le seul cadre de l'ONU.

Ou encore le 14 avril 2018 sur le blog de Jean-Luc Mélenchon,

La France doit se retirer de l'escalade des États-Unis en Syrie

Il est dangereux que monsieur Macron ait décidé de nous mettre à la remorque de cette aventure irresponsable. Il l'a fait sans que les représentants du peuple français à l'Assemblée nationale n'aient eu leur mot à dire. L'intérêt de la France dans la région est la paix. Son rôle est d'œuvrer pour une solution politique. Elle doit s'écarter de toute forme d'escalade militaire et des provocations qui ouvrent la voie à une guerre généralisée.

Ces beaux propos pleins de bon sens se révèlent concrètement, et à mon grand regret, une simple posture politicienne.

Sinon, pourquoi depuis plus d'un an ou tout au moins depuis les bombardements illégaux du 13/14 avril en Syrie, le groupe parlementaire LFI n'a-t-il pas sollicité l'ouverture d'une enquête parlementaire à l'Assemblée Nationale sur l'ingérence illégale de la France en Syrie ?

Ce n'est pas à vous que je vais apprendre que LFI, comme chacun des groupes d'opposition ou minoritaire, a la possibilité, une fois par session parlementaire, via le « droit de tirage » d'obtenir la création d'une commission d'enquête sur un sujet et ce quelque soit l'avis des autres groupes parlementaires. (Fiches de synthèse 23 et 49 de l'Assemblée Nationale).(1,2)

Dans ce contexte, si une enquête parlementaire, sur l'ingérence illégale française en Syrie et ses conséquences désastreuses, avait été ouverte avant les bombardements du 13/14 avril 2018, le Président Macron et le gouvernement conduit par Edouard Philippe auraient-ils fait participer la France, sans mandat de l'ONU et sans attendre les résultats de l'enquête de l'OIAC sur la prétendue attaque chimique du 7 avril attribuée au gouvernement syrien, à ces bombardements qui constituent de fait un acte de guerre ?

Certainement pas où tout au moins en sollicitant l'avis des députés de l'Assemblée Nationale sur ces bombardements en Syrie.

D'autre part, si une enquête parlementaire, sur l'ingérence illégale française en Syrie et ses conséquences désastreuses, avait été ouverte après les bombardements du 13/14 avril 2018, le Président Macron et le gouvernement conduit par Edouard Philippe menaceraient-ils comme ils le font depuis des semaines le gouvernement de l'Etat souverain syrien et ses alliés - notamment la Russie - de nouveaux bombardements en Syrie en cas de « nouvelle attaque chimique » attribuée de facto au gouvernement syrien comme au mois d'avril dernier ?

Aussi, à l'heure où les tambours de guerre des nombreuses parties impliquées dans le conflit en Syrie se font de plus en plus bruyants et insistants autour du sort d'Idlib et où le risque d'embrasement régional voire mondial ne peut être exclu, il est plus que temps pour le groupe parlementaire de LFI de mettre ses actes en phase avec ses belles paroles en ouvrant cette enquête parlementaire sur l'ingérence française en Syrie.

Celle-ci permettra au moins que le Président Macron et le gouvernement conduit par Edouard Philippe respectent le peuple français, les institutions nationales et internationales, les traités...etc...et mettent fin à leur « diplomatie de la guerre ».

Pour finir, suite notamment au grave précédent des bombardements du 13/14 avril dernier et à l'escalade des menaces entre les parties « pro » et « anti » gouvernement syrien, un embrasement régional voire mondial du conflit en Syrie est malheureusement une probabilité non négligeable comme l'alerte, entre autres, lancée le 9 septembre au Président Trump par le groupe de Vétérans US (VIPS) composé « d'anciens » de l'Intelligence Service, du Département d'Etat et de la Défense.
(3)

On dit qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, parfois si et de façon irrémédiable.

Dans la situation présente, il n'est pas encore trop tard mais le temps presse.

Bien cordialement.

Eric GYSSLER
Simple citoyen

1. <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/role-et-pouvoirs-de-l-assemblee-nationale/les-fonctions-de-l-assemblee-nationale/les-fonctions-de-controle-et-l-information-des-deputes/les-commissions-d-enquete-et-les-missions-d-information-creees-par-la-conference-des-presidents>
2. <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/role-et-pouvoirs-de-l-assemblee-nationale/les-organes-de-l-assemblee-nationale/la-place-des-groupes-d-opposition-et-des-groupes-minoritaires>
3. <https://www.antiwar.com/blog/2018/09/09/moscow-has-upped-the-ante-in-syria/#more-31760>

From: [Eric GYSSLER](#)

Sent: Monday, September 24, 2018 2:56 PM

To: delphine.vannier@clb-an.fr

Cc: alexis.corbiere@assemblee-nationale.fr ; ugo.bernalicis@assemblee-nationale.fr ; caroline.fiat@assemblee-nationale.fr ; michel.jarive@assemblee-nationale.fr ; daniele.obono@assemblee-nationale.fr ; eric.coquerel@assemblee-nationale.fr ; mathilde.panot@assemblee-nationale.fr ; loic.prudhomme@assemblee-nationale.fr ; adrien.quatennens@assemblee-nationale.fr ; jean-hugues.ratenon@assemblee-nationale.fr ; muriel.ressiquier@assemblee-nationale.fr ; sabine.rubin@assemblee-nationale.fr ; francois.ruffin@assemblee-nationale.fr ; benedicte.taurine@assemblee-nationale.fr ; jean-luc.melenchon@assemblee-nationale.fr ; clementine.autain@assemblee-nationale.fr

Subject: Re: Députés dans la majorité ou dans l'opposition mais surtout très unis dans le PARTI de la GUERRE

Madame VANNIER,

vous m'avez envoyé un mail le 11 septembre suite à celui que j'avais envoyé le 9 août dernier à nombre de députés et notamment aux députés du groupe parlementaire "La France Insoumise".

Le 14 septembre, constatant le fossé entre vos "suggestions" et une enquête parlementaire indispensable, je vous ai envoyé un nouveau mail circonstancié.

Nous sommes aujourd'hui le 24 septembre et j'ai le regret de constater que 10 jours se sont écoulés sans avoir reçu de réponse à mon mail ni de votre part ni de la part d'aucun parlementaire de LFI.

Aussi, j'espère maintenant pouvoir compter sur une réponse dans les plus brefs délais.

Bien cordialement.
Eric GYSSLER

From: [Eric GYSSLER](#)

Sent: Monday, October 08, 2018 1:23 PM

To: delphine.vannier@clb-an.fr

Cc: alexis.corbiere@assemblee-nationale.fr ; ugo.bernalicis@assemblee-nationale.fr ; caroline.fiat@assemblee-nationale.fr ; michel.jarive@assemblee-nationale.fr ; daniele.obono@assemblee-nationale.fr ; eric.coquerel@assemblee-nationale.fr ; mathilde.panot@assemblee-nationale.fr ; loic.prudhomme@assemblee-nationale.fr ; adrien.quatennens@assemblee-nationale.fr ; jean-hugues.ratenon@assemblee-nationale.fr ; muriel.ressiquier@assemblee-nationale.fr ; sabine.rubin@assemblee-nationale.fr ; francois.ruffin@assemblee-nationale.fr ; benedicte.taurine@assemblee-nationale.fr ; jean-luc.melenchon@assemblee-nationale.fr ; clementine.autain@assemblee-nationale.fr

Subject: Attente de réponse - Députés dans la majorité ou dans l'opposition mais surtout très unis dans le PARTI de la GUERRE

Madame VANNIER,

vous m'avez envoyé un mail le 11 septembre suite à celui que j'avais envoyé le 9 août dernier à nombre de députés et notamment aux députés du groupe parlementaire "La France Insoumise".

Le 14 septembre, constatant le fossé entre vos "suggestions" et une enquête parlementaire indispensable, je vous ai envoyé un nouveau mail circonstancié.

Le 24 septembre, n'ayant toujours pas de réponse, je vous ai renvoyé un mail dont les parlementaires étaient en copie.

Nous sommes aujourd'hui le 8 octobre et je n'ai toujours pas de réponse ni de votre part ni de celle d'un parlementaire.

Je comprends le profond embarras de LFI à me répondre étant donné le grand écart entre la posture politicienne de la "diplomatie de la paix" revendiquée publiquement par LFI et la soumission implicite du groupe parlementaire de LFI à la "diplomatie guerrière" du Président Macron et du gouvernement conduit par Edouard Philippe.

"Diplomatie guerrière" qui s'est concrètement traduite notamment par des bombardements illégaux français en Syrie le 13/14 avril dernier, faut-il le rappeler !?

Aussi, j'attends une réponse à mon mail du 14 septembre dernier et je vous informe, vous-même ainsi que les parlementaires de LFI, qu'à défaut de réponse, vous continuerez à recevoir mes mails de relance et ce à un rythme de plus en plus élevé jusqu'à ce que j'obtienne cette réponse.

Ceci étant, j'attends une réponse de LFI mais j'attends surtout que LFI mette ses actes en accord avec ses paroles et ses écrits sur "la diplomatie de la paix" en faisant notamment ouvrir une enquête parlementaire à l'Assemblée nationale sur l'ingérence illégale française en Syrie et ses conséquences désastreuses en Syrie et en France.

Bien cordialement.
Eric GYSSLER

From: [Eric GYSSLER](mailto:Eric.GYSSLER)

Sent: Thursday, October 18, 2018 1:27 PM

To: delphine.vannier@clb-an.fr

Cc: alexis.corbriere@assemblee-nationale.fr ; ugo.bernalicis@assemblee-nationale.fr ; caroline.fiat@assemblee-nationale.fr ; michel.larive@assemblee-nationale.fr ; daniele.obono@assemblee-nationale.fr ; eric.coquerel@assemblee-nationale.fr ; mathilde.panot@assemblee-nationale.fr ; loic.prudhomme@assemblee-nationale.fr ; adrien.quatennens@assemblee-nationale.fr ; jean-hugues.ratenon@assemblee-nationale.fr ; muriel.ressiquier@assemblee-nationale.fr ; sabine.rubin@assemblee-nationale.fr ; francois.ruffin@assemblee-nationale.fr ; benedicte.taurine@assemblee-nationale.fr ; jean-luc.melenchon@assemblee-nationale.fr ; clementine.autain@assemblee-nationale.fr

Subject: 18-10-2018 - Attente de réponse - Députés dans la majorité ou dans l'opposition mais surtout très unis dans le PARTI de la GUERRE

Madame VANNIER,

vous m'avez envoyé un mail le 11 septembre suite à celui que j'avais envoyé le 9 août dernier à nombre de députés et notamment aux députés du groupe parlementaire "La France Insoumise".

Le 14 septembre, constatant le fossé entre vos "suggestions" et une enquête parlementaire indispensable, je vous ai envoyé un nouveau mail circonstancié.

Le 24 septembre, n'ayant pas de réponse, je vous ai renvoyé un mail dont les parlementaires étaient en copie.

Le 8 octobre, n'ayant pas de réponse, je vous ai renvoyé un mail dont les parlementaires étaient en copie.

Nous sommes aujourd'hui le 18 octobre et je n'ai toujours pas de réponse ni de votre part ni de celle d'un parlementaire.

Je comprends le profond embarras de LFI à me répondre étant donné le grand écart entre la posture politicienne de la "diplomatie de la paix" revendiquée publiquement par LFI et la soumission implicite du groupe parlementaire de LFI à la "diplomatie guerrière" du Président Macron et du gouvernement conduit par Edouard Philippe.

"Diplomatie guerrière" qui s'est concrètement traduite notamment par des bombardements illégaux français en Syrie le 13/14 avril dernier, faut-il le rappeler !?

Aussi, j'attends une réponse à mon mail du 14 septembre dernier et je vous informe, vous-même ainsi que les parlementaires de LFI, qu'à défaut de réponse, vous continuerez à recevoir mes mails de relance et ce à un rythme de plus en plus élevé jusqu'à ce que j'obtienne cette réponse.

Ceci étant, j'attends une réponse de LFI mais j'attends surtout que LFI mette ses actes en accord avec ses paroles et ses écrits sur "la diplomatie de la paix" en faisant notamment ouvrir une enquête parlementaire à l'Assemblée nationale sur l'ingérence illégale française en Syrie et ses conséquences désastreuses en Syrie et en France.

En cas de méconnaissance et/ou de difficultés à mettre en oeuvre le Droit de Tirage à l'Assemblée Nationale, vous pouvez très certainement solliciter les conseils de députés qui ont obtenu en 2016 la création d'une commission d'enquête " sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français" et ce grâce au Droit de Tirage exercé par le Président du groupe minoritaire parlementaire RRDП lors de la législature précédente.

<https://www.politique-animaux.fr/elevage/le-groupe-rrdp-exerce-son-droit-de-tirage-pour-creer-une-commission-d-enquete-parlementaire->

Bien cordialement.
Eric GYSSLER

From: [Eric GYSSLER](#)

Sent: Monday, November 05, 2018 10:29 AM

To: delphine.vannier@clb-an.fr ; alexis.corbiere@assemblee-nationale.fr ; ugo.bernalicis@assemblee-nationale.fr ; caroline.fiat@assemblee-nationale.fr ; michel.larive@assemblee-nationale.fr ; daniele.obono@assemblee-nationale.fr ; eric.coquerel@assemblee-nationale.fr ; mathilde.panot@assemblee-nationale.fr ; loic.prudhomme@assemblee-nationale.fr ; adrien.quatennens@assemblee-nationale.fr ; jean-hugues.ratenon@assemblee-nationale.fr ; muriel.ressiquier@assemblee-nationale.fr ; sabine.rubin@assemblee-nationale.fr ; francois.ruffin@assemblee-nationale.fr ; benedicte.taurine@assemblee-nationale.fr ; jean-luc.melenchon@assemblee-nationale.fr ; clementine.autain@assemblee-nationale.fr

Subject: 05-11-2018 - Attente de réponse - Députés dans la majorité ou dans l'opposition mais surtout très unis dans le PARTI de la GUERRE

Madame Vannier, Mesdames et Messieurs les députés de LFI,

suite à mes mails et courrier depuis le 30 avril dernier, au mail du 11 septembre de Madame VANNIER - Cheffe de cabinet du député Alexis Corbière - et depuis ma réponse du 14 septembre suivi de trois relances, les 24 septembre, 8 octobre et 18 octobre, le silence assourdissant des députés de LFI est malheureusement une réponse édifiante à mes sollicitations.

Le groupe parlementaire LFI, contrairement à ses prises de positions orales "pour la paix, pour les droits de l'Homme, contre la diplomatie guerrière de Macron..." représente en réalité un parti "pro-guerre" et "pro-ingérence".

En effet, son refus constant d'user de ses droits pour obtenir l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'ingérence illégale de l'Etat français en Syrie et ses conséquences désastreuses démontre sa totale connivence avec la politique d'ingérence guerrière menée en Syrie par le Président Macron et le gouvernement conduit par Edouard Philippe.

Ainsi, force est de constater que le groupe parlementaire LFI n'est pas un groupe parlementaire d'opposition comme il le prétend mais seulement un groupe de contestation et d'incantation se contentant de paroles et de diatribes et refusant d'agir alors qu'il en a les moyens, le droit et surtout le devoir.

En persistant à refuser d'honorer sa mission de contrôle de l'action du gouvernement, action totalement illégale concernant l'ingérence française en Syrie, et alors même que LFI prétend représenter un "parti de la paix", LFI a dévoilé sa duplicité et son cynique mépris pour le peuple français et le peuple Syrien.

Mes mails, courriers et relances ont été nombreux depuis des mois mais n'ont reçu que le silence et/ou le dédain du groupe LFI. De nouvelles correspondances connaîtraient très probablement la même issue.

Aussi, à défaut que le groupe parlementaire LFI n'honore promptement le mandat de représenter le peuple français et ses intérêts et ne remplisse sa mission de contrôle de l'action du gouvernement par l'ouverture d'une enquête parlementaire sur l'ingérence illégale de l'Etat français en Syrie et ses conséquences désastreuses, je partagerai avec différents médias mes initiatives auprès des parlementaires mettant en lumière la posture et la duplicité édifiante du groupe LFI sur un sujet majeur concernant nos droits les plus fondamentaux.

Cordialement.
Eric GYSSLER